

*Les subsides*

L'exemple que je vais donner à la Chambre aujourd'hui est révélateur de ce que le ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement a fait dans sa propre province, la Nouvelle-Écosse. Les fonctionnaires de son ministère vous diront qu'aucun programme de la Société n'a jamais été aussi utile aux gens dans le besoin que le Programme d'aide à la remise en état des logements, tant en milieu urbain que rural. C'est même en Nouvelle-Écosse qu'il a été le plus utile.

Le gouvernement et le ministre, qui est un des représentants de la Nouvelle-Écosse au sein du Cabinet, devraient avoir honte du sort qu'ils ont fait subir à ce programme. Le ministre devrait avoir honte surtout d'en avoir considérablement réduit le budget.

J'ignore pourquoi un député de Halifax en voudrait aux gens de New Glasgow, mais le budget de cette ville qui était de 207 000 \$ en 1987 a été réduit à 126 000 \$ en 1988. Les fonds consacrés à ce programme ne sont pas gaspillés. Beaucoup de Canadiens en ont besoin. Il fournit une aide financière provisoire à ceux qui en ont besoin, il prolonge la vie des stocks de maisons existantes, il favorise le respect de la norme acceptable en ce qui concerne l'entretien de ces maisons et il améliore celles qui sont dans un état inacceptable pour les rendre conformes aux normes de santé et de sécurité communément admises.

Ce sont là les objectifs globaux du programme. Pourtant, le ministre de la Nouvelle-Écosse dit aux municipalités qui ont besoin de cet argent pour accroître le nombre de logements qu'il est désolé, mais que le gouvernement ne fournira aucune aide financière aux personnes à faible revenu ou à revenu fixe.

Le problème ne s'arrête pas à New Glasgow. Je ne sais pas pourquoi le ministre de Halifax aurait une dent contre les gens de Pictou, mais le budget là-bas est passé de 113 000 \$ en 1987 à 67 000 \$ en 1988. Truro est une ville dynamique; son budget n'était que de 207 000 \$ en 1987, et le ministre de Halifax l'a quand même réduit à 126 000 \$ en 1988.

Il y a beaucoup de ressemblances entre la ville de Springhill et la région que je représente. En 1987, elle a reçu 198 000 \$; selon les prévisions budgétaires initiales pour 1988, elle ne recevra que 123 000 \$. Il est vrai que la ville d'Amherst n'a pas les nombreux restaurants ni le centre de congrès de Halifax, mais elle a sa part de Canadiens à faible revenu et à revenu fixe qui attendent une augmentation des mises en chantier. Ses crédits ont été ramenés de 293 000 \$ en 1987 à 185 000 \$ en 1988.

Ce ministre de la Nouvelle-Écosse est vraiment fantastique; il accomplit un travail phénoménal pour les Canadiens à faible revenu et à revenu fixe dans cette province. Ce qu'il devrait faire, c'est demander qu'on lui confie un autre portefeuille. Son bilan est honteux.

Et qu'advient-il de la région que je représente et de toute l'île du Cap-Breton? Je répète, pour les députés qui sont ici et pour tous les gens qui regardent ce débat à la télévision, que

l'île du Cap-Breton a besoin de ce programme. En 1984, le gouvernement libéral a fourni environ 6 763 460 \$ aux municipalités de l'île du Cap-Breton, soit presque 7 millions de dollars. Maintenant, avec un gouvernement conservateur en Nouvelle-Écosse et un gouvernement conservateur à Ottawa, le ministre de la Nouvelle-Écosse dit aux gens du Cap-Breton qu'ils n'ont droit qu'à 1,7 millions de dollars en 1988.

Les besoins sont énormes, monsieur le Président. On prend du retard à traiter les demandes des Canadiens de cette région du pays dont le revenu est faible ou fixe et qui ont besoin de cette aide pour améliorer leur parc de logements. Le gouvernement conservateur et le ministre politique de la Nouvelle-Écosse ont tant fait de compressions que leur performance est sans précédent à ce chapitre.

Qu'a répondu le député de Cape Breton Highlands—Canso (M. O'Neil) aux Canadiens à revenu faible ou fixe qui demandent de l'aide en vertu de ce programme? Rien du tout. Il a prouvé que lui et le ministre politique n'ont ni la volonté ni la prévoyance d'obtenir les sommes nécessaires auprès du ministre des Finances (M. Wilson) pour aider financièrement ces Canadiens à effectuer les réparations absolument nécessaires à leurs logements. Mon collègue, le député d'Egmont (M. Henderson), a dit que ses électeurs sauraient quoi faire de lui lors des prochaines élections.

On avait attribué 563 000 \$ à la ville de Sydney en 1987. Ce montant a baissé de 16 p. 100 en 1988 pour tomber à 350 000 \$. Ce qui est tout à fait honteux.

Le comté de Richmond, que nous représentons tous deux en partie, le député de Cape Breton Highlands—Canso et moi-même, a vu baisser son budget de 17 p. 100 entre 1987 et 1988. Dans le comté de Cape Breton, où on a fait plus de 1 000 demandes d'aide financière au titre de ce programme, les crédits ont été réduits de 17 p. 100 également, passant de 763 000 \$ en 1987 à 447 000 \$ en 1988.

• (1740)

On n'en finit plus d'énumérer les coupures à un programme qui avait exceptionnellement réussi. Il avait réussi parce qu'il s'attachait aux retraités et aux Canadiens à bas revenus. Il s'agit là de personnes qui, contrairement au ministre qui gagne plus de 100 000 \$, gagnent de 10 000 à 13 000 \$ par année. C'est loin du président de Texaco ou de celui de la Banque Royale.

Ce sont des Canadiens moyens qui cherchent à mener leur vie de tous les jours, et cette vie serait beaucoup plus facile s'ils recevaient un peu d'aide du gouvernement du Canada. Mais on leur répond qu'ils ne peuvent pas bénéficier de cette aide parce que le gouvernement conservateur du Canada et le ministre estiment qu'ils ne sont pas une priorité. Pour le gouvernement, les priorités ce sont les banques et les grosses multinationales pharmaceutiques.